

# Compte-rendu

## Intergroupe Tourisme

### La crise économique mondiale : impact sur le tourisme

*Mercredi 18 février 2009, 16h30 - 18h00*

*Parlement européen, Bruxelles*

#### 1) Intervention de Margie SUDRE, Présidente

Madame, Monsieur les Députés,  
Madame, Monsieur,

La réunion d'aujourd'hui ne bénéficiera pas d'interprétation, du fait des restrictions techniques dont souffrent les intergroupes. De fait, les langues de travail seront le français et l'anglais.

Je vous remercie tous d'être venus, et plus particulièrement nos orateurs, qui pour certains d'entre eux nous ont fait l'amitié de venir de l'étranger.

Je tiens à préciser qu'il y a eu deux modifications à l'ordre du jour. Le représentant de la Présidence tchèque, M. HORSICKA a dû annuler sa participation, de même que M. ORTUN, représentant de la Commission européenne, qui doit participer à une réunion organisée par le Commissaire VERHEUGEN, précisément sur le sujet qui nous réunit aujourd'hui. Il est remplacé par Madame Iuliana ALUAS, que je salue.

L'année 2008 a enregistré une croissance du tourisme de 2% qui s'explique avant tout par les bons résultats du premier semestre, avant l'effondrement des marchés financiers. Force est de constater que la croissance a connu un coup d'arrêt au second semestre 2008, -3% en Europe, du fait de l'instabilité extrême de l'économie mondiale, tendance qui devrait se poursuivre en 2009, comme l'indiquent les prévisions de l'Organisation Mondiale du Tourisme (OMT): entre 0 et -2%. Evidemment, les perspectives seront liées à l'évolution de l'économie mondiale.

Est-ce que le tourisme vit un des plus importants revers de son histoire, comme l'a affirmé un représentant de l'OMT? Quelles sont les pistes que l'on peut envisager afin de limiter les conséquences de la crise sur le secteur et de relancer sa croissance? Je pense notamment au rôle que peut jouer le Comité de relance du Tourisme de l'OMT qui vient de tenir sa première réunion, fin janvier. Autant de questions dont nous allons débattre aujourd'hui.

J'aimerais vous présenter nos orateurs :

Iuliana ALUAS nous parlera du point de vue de la Commission européenne. Puis Marguerite SEQUARIS, Secrétaire générale d'HOTREC, nous présentera la position du secteur HORECA. Harald WIEDENHOFER, Secrétaire général d'EFFAT,

qui est la Fédération européenne des syndicats de l'Alimentation, de l'Agriculture et du Tourisme interviendra ensuite. Il exposera la position des travailleurs. Enfin, Georges COLSON, Président du Syndicat national des agences de voyage détaillera la position des entreprises qu'il représente.

Mme ALUAS, la parole est à vous !

## **2) Intervention de Iualiana ALUAS, Commission européenne**

Tout d'abord, permettez-moi de remercier Mme Sudre non seulement pour l'invitation qu'elle a lancée à la Commission de participer à la présente réunion, mais aussi pour l'initiative d'organiser une pareille rencontre sur la thématique de la crise et de son impact sur le tourisme.

Je pense qu'il n'est même pas besoin de souligner le fait que, en période de crise, il n'y a presque pas de secteur économique qui en soit à l'abri. C'est le cas du secteur touristique aussi, bien que l'impact dans ce secteur-ci semble s'être fait ressentir à un pas plus lent que dans d'autres secteurs. Conformément aux informations qu'on a pu obtenir des Etats Membres, il paraît que la crise les a marqués de manières et avec des intensités relativement différentes, étant donné que pour 2008 il y avait encore des pays qui ont enregistré des chiffres plutôt positifs (comme ce fut le cas de la Slovaquie ou de l'Autriche, cette dernière avec une croissance de +5.5% pour 2008, par rapport à +2.5% en 2007). Par contre, il paraît que les pays qui ont été le plus et le plus tôt concernés par la crise ont été surtout les pays de l'Europe de Nord où l'afflux de touristes nord-américains et anglais est considérablement important, avec ces derniers ayant enregistré une chute du pouvoir d'achat à cause du taux d'échange dollar, respectivement, livre sterling - euro défavorable.

Nonobstant, on peut affirmer que la crise économique et financière a commencé à se faire ressentir depuis les derniers 6 mois de 2008 avec une croissance négative des arrivées internationales de -3% entre juillet et décembre 2008, par rapport à un niveau de croissance de 5% pendant la même période de l'année précédente.

A ce point, il faut dire que la Commission possède, à présent, très peu de données concrètes des Etats Membres sur l'ampleur de l'impact de la crise sur leur tourisme national. Lors de la réunion des membres du Comité consultatif pour le tourisme qui se tiendra la semaine prochaine, la Commission fera un appel aux pays membres à la tenir informée de l'évolution de l'impact de la crise dans leurs pays. Le même appel se dirige bien sûr vers les représentants de l'industrie qui sont invités à ne pas hésiter de signaler leur situation présente de même que leurs perspectives futures à la Commission.

De son côté, depuis septembre 2008, la Commission a entrepris quelques initiatives afin d'avoir une meilleure image de l'impact de la crise autant du côté des consommateurs (donc des touristes) que du côté des entreprises du tourisme.

- Ainsi, une enquête Eurobaromètre a été lancée fin janvier/début février avec l'objectif d'avoir plus de renseignements sur le comportement des touristes européens, sur les changements dans leur comportement et de leurs dépenses pour le

tourisme en face de la crise de même que sur leurs perspectives de vacances pour l'année 2009.

- Une deuxième enquête vient d'être lancée cette semaine du côté des entreprises du tourisme. Cette enquête sera réalisée à travers le panel des petites et moyennes entreprises dans le cadre du réseau des entreprises européennes de la Commission.
- Les résultats des deux enquêtes que je viens de mentionner seront par la suite utilisés pour la réalisation d'une étude sur la compétitivité du tourisme européen. L'étude a déjà été lancée fin décembre 2008 et devra fournir les premières recommandations pour les acteurs du tourisme dans un premier rapport prévu pour juillet 2009.
- En parallèle avec ces initiatives analytiques, la Commission a lancé cette année une action préparatoire sur le tourisme social avec pour objectif principal d'encourager les activités touristiques et le tourisme hors saison au niveau européen et de contribuer par là à la compétitivité des moyennes et petites entreprises et, indirectement, à la création d'emplois. Le budget approuvé par le Parlement et le Conseil pour 2009 remonte à 1 million euro.
- De manière plus générale, le Small Business Act pour l'Europe qui se propose surtout d'améliorer l'environnement juridique et administratif des PME et de faciliter leur accès aux finances se veut comme une aide pour les petites et moyennes entreprises y inclus celles du tourisme qui constituent d'ailleurs la plus grande part du secteur.
- Dans le cadre du Plan européen pour la relance économique, la Commission autorise temporairement les États Membres à faciliter l'accès au financement pour les entreprises grâce à des garanties subventionnées et des subventions sous forme de prêts en vue d'investissements. Le cadre temporaire d'intervention est prévu jusqu'au 31 décembre 2010.
- Finalement, afin de renforcer l'attractivité de l'Europe comme destination touristique, la Commission cherchera à renforcer la coopération avec la Commission européenne du Tourisme qui est en charge d'ailleurs de la gestion du portail [www.visiteurope.com](http://www.visiteurope.com).

### **3) Intervention de Marguerite SEQUARIS, HOTREC**

Voir la présentation PowerPoint très claire en pièce jointe

### **4) Intervention de Harald WIEDENHOFFER, EFFAT**

La question est de savoir comment peut-on affronter la crise. Les entreprises tentent de se défaire de leurs employés ce qui produit des conséquences négatives à la fois pour l'économie générale et pour ces mêmes compagnies. En effet, employer du personnel moins qualifié et moins cher n'est pas la solution. Deux pistes: les négociations collectives et l'utilisation de moyens législatifs (flexibilité etc). La crise présente souligne la différence de traitement des employés en fonction des États membres. En France, Belgique et Allemagne, de bonnes mesures ont été prises. D'autres pays sont plus vulnérables à cause de leur système social moins développé. Mis à part la Grande-Bretagne, il existe une frontière claire entre anciens et nouveaux

Etats-membres. Le secteur du tourisme est habitué aux crises. Il ne faut surtout pas stopper les projets en cours et éviter d'adopter une approche trop prudente.

### **5) Intervention de Georges COLSON, SNAV**

C'est la première fois qu'une crise aussi importante a pu mettre en difficulté des entreprises à cette échelle. En France, il y a peu de visibilité et l'arrêt est très brutal. Le consommateur ne fait plus aucun projet de voyage, c'est d'autant plus le cas pour le tourisme d'affaires. Pour la première fois, le chiffre d'affaires de l'émission des billets d'avion a diminué de 22% en janvier 2009 (-12% en décembre, -2% en novembre). Ce plongeon entraîne la vigilance des fournisseurs qui craignent de ne pas être payés et qui ont un besoin de trésorerie. L'application radicale de la réglementation (IATA) n'est pas d'un grand secours pour les agences, bien au contraire. Or 60 à 70% de leur activité provient du ticketing! Il faut sonner l'alarme. Les grands groupes ont décidé de diminuer leur déplacement de 10% et les ventes ont chuté de 30 à 40% par rapport à mars-avril 2008. En France, la situation des départements d'Outre-mer est catastrophique. Les clients ont peur de se retrouver au chômage et ne réservent pas ce qui conduit à un manque de trésorerie inquiétant pour les agences, renforcé par le refus systématique de tout crédit. Il faut réunir les représentants de ces entreprises, de manière à ce qu'elles soient prises en compte par l'Europe. En France, la directive services sera appliquée d'ici décembre 2009: elle fait perdre l'exclusivité du métier. L'Europe perd du terrain et elle se doit de réagir par rapport à la concurrence.

### **DEBAT**

#### **M. Medina Ortega**

Le marché ne pourra pas s'en sortir tout seul. L'UE n'a aucun moyen propre, elle ne peut qu'empêcher l'effondrement des banques. Il propose d'organiser une initiative au niveau du Parlement européen. L'Espagne peut servir d'exemple: ce pays subventionne des voyages depuis 20 ans, notamment entre son territoire et le Portugal, ce qui est une bonne façon de promouvoir l'activité touristique. C'est la première fois qu'existe une initiative transnationale. De plus, cette politique n'est pas très onéreuse et produit de bons résultats. Augmenter les taxes comme on a pu le voir dans certains pays pour réagir à la crise est ridicule.

#### **M. Jardim Fernandes**

Les mesures prises au Portugal relèvent plus de l'association entre l'Etat et les entreprises afin de donner de plus grandes potentialités au secteur (Algarve, Madère). Cela étant, cette association n'est pas très adaptée à la crise.

**Mme Sudre** interroge la représentante de la Commission sur un possible accord relatif au taux de TVA réduit sur les activités à forte intensité de main d'œuvre. **Mme Sequaris** fait l'état des lieux. La dernière proposition de la Commission en date de juillet 2008 inclue la restauration mais le Conseil n'a toujours pas pris de décision. Le dernier Conseil de décembre a demandé aux Ministres des Finances de trouver un accord leur de leur prochaine rencontre, le 10 mars prochain. Lors du dernier Conseil ECOFIN, les Allemands ont quelque peu assoupli leur position mais il est difficile de savoir jusqu'où ils iront.

**Mme Aluas** précise que l'action espagnole INSERSO servira de base à l'action préparatoire de la Commission afin de la mettre en place au niveau européen.

Le prochain Intergroupe se réunira de manière décentralisée en Corse, du 9 au 11 avril.

# Minutes

## Intergroup Tourism

### The world economic crisis : consequences on tourism

*18th February 2008, 16.30 - 18.00  
European Parliament, Brussels*

#### 1) Opening by Mrs Margie SUDRE, MEP, President of the Intergroup on Tourism

The representant of the Czech Presidency, M. HORCICKA, has cancelled his participation, as well as Mr. ORTUN, representant of the European Commission. Mrs Iuliana ALUAS will replace him.

2008 has seen a growth of the tourism sector of 2%, mainly explained by the good results during the first semester, before the collapse during the second semester : -3% in Europe, and it should continue in 2009.

What can we do to cope with this situation?

#### 2) Ms Iuliana ALUAS, DG Enterprise, European Commission

The crisis has affected the members states at a different time and intensity. The Northern countries are highly concerned (important tourism from the UK and the USA that has stopped because of the now not favourable change rate).

The European Commission does not have a lot of data concerning the crisis consequences in the members states. It has undertaken several initiatives: a Eurobarometer poll concerning the tourists' behaviour; another one targeting the SMEs; a study on the European tourism competitiveness launched in December 2008 and ready in July 2009; a preparatory action on social tourism; the adoption of the Small Business Act; the temporary authorisation for the members states to offer subsidised guarantees until 31.12.2010; reinforce the attractiveness of the destination Europe.

#### 3) Mrs Marguerite SEQUARIS, HOTREC

See the PowerPoint presentation attached

#### **4) Mr Harald WIEDENHOFER, EFFAT**

Let me start by reiterating that the tourism sector has always benefited substantially from trade union successes in collective bargaining, not least through higher pay, shorter working hours and longer vacation time, all of which have promoted tourism considerably.

However, uncertainty currently pervades the sector. Bookings through to November 2008 certainly stood up relatively well but it will not be until March that we will have a clearer picture of the prospects for 2009. According to a German survey on tourism, in January 2009 35% of Germans were still unsure whether or not they would even go on holiday this year; back in January 2008, this figure was just 7%.

A sense of "wait and see" is still very much in evidence throughout the sector.

I don't wish to make predictions or indeed detail the measures required to overcome the current crisis; the ETUC has already put forward a number of tangible proposals in this regard.

The primary focus must be on three areas, namely safeguarding the financial security of many SMEs, utilising state investment to enhance tourism-related infrastructure and, finally, reducing VAT on labour-intensive activities in our sector to ease the situation for SMEs.

Based on an up-to-date overview compiled by the ETUI and our member organisations, I should like to report briefly on companies themselves are endeavouring to cushion the impact of social risks on employees.

In many companies, lay-offs have already occurred in reaction to uncertain economic conditions. In our view, however, such knee-jerk lay-offs are extremely counterproductive for both the economic situation as a whole and management policy within individual companies.

For one thing, waves of lay-offs exacerbate the crisis on the demand side since consumers become even more wary. For another, tourism companies are effectively damaging themselves by laying off skilled and experienced staff since the vast majority of the sector is still crying out for skilled manpower, not least because it is unable to compete with more attractive sectors on the labour market.

As such, the key challenge and common goal for all stakeholders should now be to address this lack of skilled labour and retain as many employees as possible.

In our view, social security measures are lacking throughout the EU. However, it is striking that the situation varies considerably from one Member State to the next in terms of said states' ability to safeguard workers against the social impact of the current crisis.

The new Member States are experiencing the most severe problems while one or two more positive examples are evident in the old Member States in which both collective bargaining and legislative measures have been adopted.

These include, for example, flexible working-time rules with medium- to long-term working-time accounts, flexible use of vacation time, various forms of short-time work, and the establishment of temporary job-creation companies in Germany, conclusion of occupational transition contracts in France, and the establishment of mobility centres in the Netherlands, all of which enable people to utilise time during which they are not employed to undertake training or continuing training – a model which we as trade unions in a highly seasonal sector such as tourism have been

promoting for many years. Skill levels are still below average in the tourism sector and there are fewer opportunities in the latter to undertake continuing training.

In this respect, all of us – including companies themselves – must flesh out more ideas and initiatives to raise skill levels and thereby boost productivity more rapidly in the tourism sector to enable it to offer high-quality tourism.

Experience has shown just how important it is to be prepared for situations of social crisis. This is much easier for larger companies than it is for SMEs and the present crisis has highlighted above all that there are significant differences between EU Member States as regards their ability to cushion the impact of social risks on their employees in times of crisis. With the exception of the United Kingdom, such differences are evident primarily between the new and the old Member States. The best-placed countries are those which have developed well functioning social dialogue and a highly effective system of collective agreements, as well as a state-governed crisis mechanism to support the labour market. Comparatively speaking, the situation is most favourable in countries such as France, the Netherlands, Belgium and Germany where state support measures are combined with a system of collective agreements and where said mechanisms complement each other. Not only have these countries been able to react far more rapidly but it has also been possible, for example, for temporary workers (the first to be affected by companies' crisis measures) to be hired under short-time work rules. We see this as an important step along with the key need to protect those workers worst affected by recessions, namely those employed under precarious working arrangements.

In those Member States in which such measures to support flexibility are not in place, the general trend is one of lay-offs. In January, the London-based newspaper *The Independent* predicted that up to 50,000 jobs would be lost in the United Kingdom in 2009.

We have all been delighted at the significant growth achieved in the new EU Member States but we must also recognise that these countries are less well prepared to weather the social impacts of crises since not only do they generally have under-developed labour-market mechanisms and are therefore ill-prepared for difficult times but also social dialogue is frequently in its infancy. Indeed, where collective agreements do exist in the new EU Member States, said agreements make no provision for flexibility mechanisms.

Social dialogue is a component of the *acquis communautaire* and those advocating the principle of subsidiarity must support the development of solid employers' federations and trade unions capable of addressing and resolving social problems together without continually having to turn to the state. In this respect, there is still a considerable way to go in the new Member States.

We do not yet know how long it will be before we are over the worst of the current crisis. Some predict that an upturn will be evident as early as the second quarter of 2009.

Two things are certain, though:

1. If we are to overcome the current crisis quickly and in a socially acceptable manner, constructive cooperation between the social partners will be required. For it is precisely in times of crisis that social dialogue must be safeguarded and we as trade unions are ready and willing to play our part.
2. Tourism is a resilient sector familiar with crisis situations – and the current crisis, too, is passing. It would therefore be a mistake to adopt a cautious approach at this point and bring a halt to all current projects. Quite the opposite is needed, in fact, and the more ideas and initiatives companies develop now, the more competitive they



will be once the crisis is over. And this is precisely what the European tourism industry needs in 2009.

#### 5) **Mr Georges COLSON, SNAV**

The tourism sector has already coped with several crisis but it is the first time at that scale. Consumers do not make holiday plans anymore. It is the case for the business tourism as well. The ticketing has collapsed in January 2009 (-22%, -12% in December, -2% in November). This lack of booking places the travel agencies in a very difficult financial situation. There is a need for coordination between those agencies, so as to decide a strategy. The Directive on services will enter into application in December 2009 and it should make the situation worse. The EU must react.

#### **DEBATE**

##### **Mr. Medina Ortega**

The market by itself cannot recover by itself. There have been timid attempts in the 80s to have measures broken down. The EU has no means, it can only prevent a collapse of the banks. We should organise an initiative at the EU level. Spain has already taken measures. Spain subsidises trips which is a good initiative to spread tourism between Spain and Portugal, since 20 years. It is the first time that we have a transnational initiative. It is not very expensive and produces good results. Raising the taxes is a big mistake.

##### **Mr. Jardim Fernandes**

The measures taken in Portugal are based on an association between the State / the companies. Nevertheless, this kind of association is not well-adapted to the crisis.

**Mrs Sudre** asks about a possible agreement on a VAT decrease concerning labour-intensive services. **Mrs Sequaris** says that the Commission's proposal (July 2008) includes the HORECA activities but the Council still needs to find an agreement. The last Council in December has asked the next ECOFIN (10.03.2009) to settle the issue. It seems that Germany has loosened its position a bit but until where?

**Mrs Aluas** highlights that the Spanish action called INSERSO will be taken as an example by the Commission's preparatory action, so as to establish it at the EU level.

The next Intergroup will take place in Corsica (France), the 9-11th April.